

Les petits pays dépendants des importations, notamment en Afrique, ont été frappés de plein fouet par les crises alimentaire et économique, et nombreux sont les pays qui s'en ressentent encore dans différentes régions, en particulier la Corne de l'Afrique. Ces crises mettent à mal les efforts que nous déployons pour réaliser l'Objectif du Millénaire pour le développement (OMD) consistant à réduire de moitié la proportion des personnes qui souffrent de la faim d'ici à 2015. Même si l'on parvenait à réaliser cet OMD dans les temps impartis, quelque 600 millions d'habitants des pays en développement seraient encore sous-alimentés. On ne peut pas accepter que 600 millions d'êtres humains souffrent chaque jour de la faim. La communauté internationale tout entière doit agir dès aujourd'hui, en faisant preuve de détermination et de responsabilité, pour éliminer l'insécurité alimentaire de la planète.

La présente édition de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* porte sur la volatilité des prix des denrées alimentaires. Nos organisations surveillent en permanence les prix alimentaires et elles ont alerté le monde entier en publiant plusieurs rapports analytiques sur l'évolution et la volatilité persistante des prix des aliments observées ces dernières années, car ces facteurs ne cessent d'être au cœur des préoccupations des gouvernements et des populations du monde entier. Au demeurant, il est très largement admis que les prix des aliments resteront élevés et volatils. Nous nous félicitons donc que, en 2011, les ministres des finances et les gouverneurs de banques centrales du Groupe des 20 (G-20) aient activement débattu des options politiques susceptibles d'atténuer la volatilité des prix des denrées alimentaires.

Tirant parti de sources de données et d'études inédites jusqu'ici, le rapport affine les analyses de la situation mondiale pour découvrir ce qui s'est passé sur les marchés intérieurs et tirer des enseignements de la crise alimentaire mondiale de 2006-2008. Le rapport souligne en particulier que les répercussions de la fluctuation des cours mondiaux sur la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages sont fortement dépendantes du contexte, à savoir, le produit concerné, les politiques nationales qui influencent la transmission des prix depuis le marché mondial jusqu'aux marchés intérieurs, les caractéristiques démographiques et productives des différents ménages et une série d'autres facteurs. La diversité des répercussions, que ce soit à l'intérieur des pays ou d'un pays à l'autre, fait ressortir la nécessité d'affiner les données et l'analyse afin que les gouvernements puissent mettre en œuvre de meilleures politiques. Des politiques mieux conçues et plus prévisibles peuvent non seulement limiter les effets secondaires indésirables sur les autres pays, mais aussi réduire l'insécurité alimentaire et la volatilité des prix dans le pays. En outre, le rapport établit une distinction claire entre le niveau des prix des aliments et leur fluctuation (la volatilité des prix), car les coûts et les avantages des hauts niveaux de prix sont très différents des coûts de la volatilité des prix, en particulier quand les fluctuations ne sont pas prévisibles.

Nous continuons aussi à prôner l'adoption d'une approche sur deux fronts – améliorer l'accès aux aliments à court terme et améliorer la production à moyen terme – pour obtenir des résultats durables en matière de sécurité alimentaire. À court terme, il est capital de concevoir des mécanismes de protection sociale performants, capables de fournir l'aide ciblée appropriée aux bonnes personnes et au bon moment. Ces interventions à court terme sont importantes pour les familles pauvres, car même une interruption temporaire de l'apport d'énergie, de protéines, de vitamines et de minéraux pendant les 1 000 premiers jours qui suivent la conception d'un enfant peut entraîner une altération permanente de ses capacités cognitives, et donc de l'aptitude à gagner sa vie. Parfois, il s'agira des consommateurs dont les revenus disponibles deviennent cruellement insuffisants face à l'envolée des prix des aliments. Parfois, il s'agira des petits exploitants pauvres nécessitant une aide pour surmonter la hausse des prix des intrants qui, faute de marchés du crédit efficaces, pourrait les empêcher d'accroître leur production et d'approvisionner les marchés intérieurs et mondiaux en produits essentiels, et, de ce fait, d'améliorer leurs revenus.

À long terme, l'investissement dans l'agriculture et l'amélioration de la capacité d'adaptation des agriculteurs sont essentiels pour garantir à chacun un accès durable à l'alimentation et réduire la vulnérabilité face à la volatilité des prix et aux catastrophes naturelles telles que la sécheresse. Le secteur privé et le secteur public doivent mettre à la disposition des agriculteurs, en particulier les petits agriculteurs, des semences et des techniques agricoles améliorées, ainsi que des systèmes d'irrigation et des engrais, susceptibles d'accroître la productivité et de réduire les risques liés à la production, d'une manière durable. Les gouvernements doivent s'attacher à

mettre en place un environnement régulateur transparent et prévisible, qui encourage l'investissement privé et améliore la productivité agricole. Nous devons freiner le gaspillage de vivres dans les pays développés grâce à des actions éducatives et des politiques, et réduire les pertes dans les pays en développement en encourageant l'investissement dans l'ensemble de la filière alimentaire, en particulier le traitement après récolte. Une gestion plus durable des ressources naturelles, des forêts et de la pêche est capitale pour la sécurité alimentaire d'un grand nombre des membres les plus pauvres de la société.

Nous sommes convaincus que la sécurité alimentaire sera un jour une réalité dans le monde entier. Nous avons progressé dans le passé et nous continuerons à le faire dans le futur, à condition de pouvoir compter sur des politiques favorables, une information transparente sur les marchés, une analyse valide, une bonne recherche scientifique et le financement adéquat des interventions appropriées. La communauté internationale tout entière doit s'engager à inscrire l'agriculture et le système alimentaire au rang de ses priorités, non seulement pendant les quelques années à venir, mais jusqu'à ce que chacun ait, à tout moment, un accès physique, social et économique à une alimentation suffisante, saine et nutritive lui permettant de satisfaire ses besoins énergétiques et ses préférences alimentaires pour mener une vie saine et active. Et même à ce stade, l'agriculture et la sécurité alimentaire devront rester prioritaires pour les gouvernements et la communauté internationale si l'on veut garantir la pérennité des acquis. L'accroissement de l'investissement dans l'agriculture, les mécanismes de protection sociale ciblés sur les personnes les plus vulnérables et les mesures visant à réduire la volatilité des prix des denrées alimentaires doivent faire partie intégrante de cet engagement.

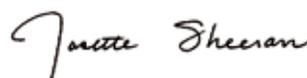
Il s'agit du troisième rapport réalisé conjointement par la FAO et le Programme alimentaire mondial (PAM) dans le cadre de ce qui s'est avéré être une entreprise fructueuse. Cette année, pour la première fois, le Fonds international de développement agricole (FIDA) s'est joint à cette collaboration. Nous espérons que le rapport, fort de la participation de nos trois organisations, continuera à améliorer la pertinence de ses analyses et la robustesse de ses résultats. Nous remercions également le Département de l'agriculture des États-Unis qui s'est toujours montré disposé à partager ses connaissances et à apporter son concours au présent rapport.



Jacques Diouf
Directeur général de la FAO



Kanayo F. Nwanze
Président du FIDA



Josette Sheeran
Directrice exécutive du PAM

L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2011 a été élaboré sous la direction de Hafez Ghanem, Sous-Directeur général de la FAO, et la supervision de l'équipe d'encadrement du Département du développement économique et social. La coordination technique de la publication a été assurée par David Dawe (qui en a été également le rédacteur technique), Kostas Stamoulis et Keith Wiebe de la Division de l'économie du développement agricole (ESA). Michelle Kendrick a coordonné tous les services relatifs à la rédaction, aux graphiques, à la présentation et à l'édition. Anna Doria Antonazzo a apporté un précieux appui administratif pendant tout le processus, et le personnel de la Division de la statistique (ESS) a généré les données sur la sous-alimentation utilisées dans le rapport.

Il s'agit du troisième rapport réalisé conjointement par la FAO et le Programme alimentaire mondial (PAM). De plus, le Fonds international de développement agricole (FIDA) s'est joint cette année à la coédition. Lynn Brown (PAM) et Geoffrey Livingston (FIDA) ont coordonné les contributions de leurs institutions respectives. Kevin Cleaver et Shantanu Mathur du FIDA ont aussi dispensé leurs encouragements à cette entreprise conjointe.

Le chapitre «La sous-alimentation dans le monde» a été préparé par la Division de la statistique (ESS) du Département du développement économique et social avec des contributions techniques essentielles de Carlo Cafiero, Pietro Gennari, Josef Schmidhuber et Shahla Shapouri (cette dernière travaille au Service de recherche économique du Département de l'agriculture des États-Unis [USDA]).

Les trois autres chapitres ont été préparés par le Département du développement économique et social avec des contributions techniques de Mulat Demeke (ESA); Adam Prakash et George Rapsomanikis, Division du commerce et des marchés (EST); et Ana Paula de la O Campos et Elisabeth Garner, Division de la parité, de l'équité et de l'emploi rural (ESW). L'encadré relatif aux forêts et à la sécurité alimentaire a été préparé par Paul Vantomme du Département des forêts. L'encadré concernant l'expérience du PAM pendant la crise alimentaire a été fourni par Lynn Brown du PAM, et celui sur les résultats de la réunion des ministres de l'agriculture du G-20, par George Rapsomanikis (EST).

Carlo Cafiero et Cinzia Cerri ont élaboré l'annexe technique sous la direction de Pietro Gennari, avec l'aide de Gladys Moreno-Garcia, Seevalingum Ramasawmy, Kari Rummukainen et Nathalie Troubat d'ESS.

Les observations, suggestions et contributions externes de Derek Headey (Institut international de recherche sur les politiques alimentaires [IFPRI]) et Peter Timmer (Harvard University) sur l'une des premières versions du rapport ont été extrêmement utiles, de même que les observations, à diverses étapes, de Ann Tutwiler, Directrice générale adjointe de la FAO (connaissances); Boubaker BenBelhassen du Bureau du Directeur général (ODG); Erdgin Mane (ESA); Carlo Cafiero et Josef Schmidhuber (ESS); Merritt Cluff, David Hallam et Jamie Morrison (EST); Eve Crowley (ESW); Hubert George du Département de la gestion des ressources naturelles et de l'environnement, Division des terres et des eaux (NRL); Astrid Agostini, Sophie Descargues, Guy Evers, Claudio Gregorio, Mohamed Manssouri, Suzanne Raswant, Eugenia Serova, Garry Smith et Benoist Veillerette du Département de la coopération technique, Division du Centre d'investissement (TCI); Louis Bockel, Karel Callens, Arianna Carita, Richard China, Gunther Feiler, Stefano Gavotti, et David Phiri du Département de coopération technique; et Ganesh Thapa de la Division Asie (FIDA). Ali Doroudian et Cristian Morales-Opazo ont apporté une aide précieuse au travail de recherche.

Diverses données ont été aimablement transmises par Solomon Asfaw et Romina Cavatassi (ESA); Erika Felix et Irini Maltsoylou du Département de la gestion des ressources naturelles et de l'environnement, Division du climat, de l'énergie et des régimes fonciers (NRC); Mousa Kabore (directeur) et Adama Koursangama, Direction de la prospective, des statistiques agricoles et alimentaires (DPSA), Direction générale de la promotion de l'économie rurale (DGPER), Ministère de l'agriculture, de l'hydraulique et des ressources halieutiques, Burkina Faso; et Piedad Moya (Institut international de recherches sur le riz).

La lisibilité de la version anglaise a été grandement améliorée grâce à l'appui rédactionnel de Paul Neate. Les services liés à la rédaction linguistique, aux graphiques et à la mise en page ont été assurés par Flora di Carlo et Visiointime. Les services de traduction et d'impression ont été assurés par le Service de programmation et de documentation des réunions du Département des services internes, des ressources humaines et des finances de la FAO.